

23.04.2021 - 16:00 Uhr

Suisse-UE: l'industrie pharmaceutique pratiquant la recherche en Suisse appelle le Conseil fédéral à poursuivre les discussions et à éclaircir les questions ouvertes au plus vite

Bâle (ots) -

Interpharma prend connaissance des discussions du jour entre la Suisse et l'Union européenne. Des relations bien réglées avec notre principal partenaire commercial sont essentielles pour une place pharmaceutique forte, qui contribue largement à l'emploi et à la prospérité en Suisse et représente un avantage considérable pour les patient-e-s. Interpharma attend donc du Conseil fédéral qu'il poursuive maintenant les discussions et clarifie rapidement les questions en suspens afin de pouvoir enfin conclure l'accord-cadre. C'est la seule façon d'adapter les accords bilatéraux à l'avenir et de renforcer la place économique suisse.

Trois aspects des relations avec l'Union européenne sont essentiels pour une place pharmaceutique suisse forte, qui contribue largement à l'emploi et à la prospérité en Suisse et représente un avantage considérable pour les patient-e-s:

1. Accès au marché unique européen: l'industrie pharmaceutique représente une part de 44% des exportations de la Suisse, ce qui fait d'elle la principale branche exportatrice de notre pays et un pilier central de nos affaires économiques extérieures. Une bonne moitié de ces exportations va vers l'Union européenne. L'accord sur l'élimination des obstacles techniques au commerce est donc d'une grande importance (ARM). Si l'ARM n'est pas actualisé régulièrement, les exportations suisses sont menacées de coûts annuels supplémentaires considérables en raison de doubles certifications et inspections.
2. Accès à une main-d'oeuvre qualifiée: plus que tout autre, le secteur pharmaceutique vit de l'innovation. Pour cela, il doit avoir facilement accès aux meilleurs talents, d'où l'importance cruciale de l'accord sur la libre circulation des personnes.
3. Coopération dans le domaine de la recherche, c'est-à-dire participation de la Suisse aux programmes-cadres de l'UE sur la recherche. Si la Suisse n'est plus considérée à l'avenir que comme un pays tiers dans les programmes de recherche prestigieux et financièrement attrayants de l'UE, cela portera un coup à la recherche suisse qui bénéficie jusqu'à présent largement de sa participation.

A long terme, les acquis des accords bilatéraux sont menacés d'érosion si la Suisse n'a plus de relations bien réglées avec l'UE. Cette incertitude entrave les investissements. Par conséquent, le Conseil fédéral doit maintenant poursuivre les discussions le plus rapidement possible et clarifier les questions ouvertes pour conserver les bonnes conditions cadres avec notre principal partenaire commercial.

Il est urgent de renforcer la place scientifique et pharmaceutique

Vu la pression exercée par la concurrence internationale déjà acharnée et les incertitudes qui demeurent dans les relations entre la Suisse et l'UE, il est urgent d'élaborer une stratégie globale pour renforcer la place scientifique et pharmaceutique. René Buholzer, directeur d'Interpharma, déclare à ce sujet:

"Sans relations bien réglées avec l'UE, la place Suisse va encore perdre du terrain dans une concurrence internationale déjà de plus en plus rude. Le manque de prévisibilité réduit l'attractivité du site pour les investissements. Cela veut dire que des investissements dans la place pharmaceutique suisse qui se montent actuellement à quelque 6,5 milliards de francs par an sont en danger. Le Conseil fédéral doit donc poursuivre les discussions le plus rapidement possible et clarifier les questions ouvertes. Il nous aussi faut rapidement une stratégie commune et globale de tous les acteurs, pour que la place de recherche et de production qu'est la Suisse reste concurrentielle."

La Suisse doit s'engager activement dans le but de sauvegarder et perfectionner les conditions cadres. En font partie la stabilité politique, la sécurité juridique, des marchés d'exportation ouverts, la disponibilité de main-d'oeuvre qualifiée, un contexte de recherche qui récompense l'innovation et un environnement fiscal attrayant. En même temps, il est inacceptable que la situation des patient-e-s se dégrade en Suisse, que ce soit à cause de retards dans la prise en charge des innovations, d'un affaiblissement de Swissmedic ou d'une vision de la santé orientée unilatéralement ou strictement vers les coûts.

Contact:

Cécile Rivière, responsable Suisse romande, +41 79 800 25 91, cecile.riviere@interpharma.ch